

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 31 août au 04 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : l'encours des titres publics CEMAC franchit le cap des 10 000 Mds FCFA au S1 2026.
- **Cameroun** : publication du rapport sur l'économie camerounaise.
- **Congo** : la BAfD recommande de rendre opérationnelle la Caisse des dépôts et consignations.
- **Guinée Equatoriale** : le FMI passe en revue l'apurement des arriérés et la gestion de la dette.
- **Tchad** : accord pour une facilité de 110 M EUR avec Afreximbank.
- **RDC** : le Gouvernement en quête de 400 M USD sur le marché des titres publics.

Régional

L'encours des titres publics CEMAC franchit le cap des 10 000 Mds FCFA au S1 2026

Selon la [BEAC](#), l'encours des valeurs du Trésor de la CEMAC atteint 10 219,3 Mds FCFA au premier semestre 2026, en hausse de 17,8 % sur un an, soit 12,9 % du PIB régional contre 3,8 % en 2019, une trajectoire d'endettement intérieur progressant nettement plus vite que l'activité. Le Gabon (31,6 %), le Congo (29,4 %) et le Cameroun (19,7 %) concentrent 80,7 % de l'encours, désormais composé à 81,1 % d'OTA, avec 37 % des titres à plus de deux ans, signe d'un allongement des maturités. Le coût moyen des ressources reflue à 8,29 % en juin 2026, la prime sur les OTA atteignant 11,03 %. La demande reste insuffisante : taux de souscription de 72,44 % et participation des SVT limitée à 20,13 %. La détention est très concentrée — SVT (63,6 %), institutionnels (20,7 %) — et à dominante camerounaise (49,7 % des titres régionaux).

2^{ème} Conférence du Bassin du Congo : adoption de la « Déclaration de Yaoundé 2026 »

À l'occasion de la deuxième Conférence du Bassin du Congo, organisée à Yaoundé, du 25 au 27 août 2026, les représentants de six pays du Bassin du Congo et de la société civile ont [adopté](#) une feuille de route régionale visant à développer l'agroécologie et à augmenter leur production alimentaire tout en protégeant les forêts et

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

8,29 %

Le taux d'intérêt moyen sur le marché régional des titres de la CEMAC au premier semestre 2026

la biodiversité. Dans ce document intitulé la « Déclaration de Yaoundé 2026 », les signataires appellent notamment les États membres et la Commission de l'Union africaine à allouer 20 % des financements, relatifs au climat et à la biodiversité, à l'agroécologie. Cette dernière a été présentée comme un moyen de garantir la souveraineté alimentaire, la biodiversité et la justice climatique dans la région.

Cameroun

Publication du rapport sur l'économie camerounaise

Selon le récent [rapport](#) du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire sur l'économie camerounaise, en 2025, l'activité économique a maintenu une croissance réelle de 3,5 %, au même niveau qu'en 2024, portée principalement par le dynamisme du secteur non pétrolier (+3,8 %) et du tertiaire (+4,3 %), tandis que le primaire a ralenti à 1,8 % et le secondaire progressé à 2,6 %. D'après les [données](#) issues des comptes nationaux publiés par l'Institut National de la Statistique (INS), les services

d'information et communication (+10,3 %), les activités financières (+9,2 %), les BTP (+4,3 %) et les industries manufacturières (+4,4 %) ont notamment soutenu l'activité, alors que les industries extractives ont reculé de 6,1%, sous l'effet notamment du déclin des hydrocarbures. La demande intérieure est restée le principal moteur : la consommation finale a augmenté de 4,6 % portée par les ménages (+4,9 %), tandis que l'investissement a progressé de 1,9 %, grâce surtout au secteur privé (+6,6 %). L'inflation a nettement ralenti à 3,4 %, mais demeure supérieure au plafond communautaire de 3 %, avec une hausse particulièrement marquée des prix alimentaires (+6,8 %). Sur le plan extérieur, les exportations ont reculé de 3,4 % à 3 142 Mds de FCFA, tandis que les importations ont bondi à 5 240 Mds, creusant le déficit commercial à 2 098 Mds FCFA ; le cacao constitue toutefois un point fort, avec 811,2 Mds d'exportations (+18,8 %). Sur le plan budgétaire, le déficit s'est établi à 714,3 Mds FCFA (2,1 % du PIB), tandis que la dette publique atteignait 14 736 Mds FCFA (43,1 % du PIB).

L'inflation atteint 2,6 % en moyenne annuelle à fin juillet 2026

Selon le [rapport](#) publié par l'INS, l'inflation au Cameroun a progressé à 2,6 % en moyenne annuelle à fin juillet 2026. Cette évolution est principalement portée par les produits alimentaires (+5,5 %). Bien que la moyenne se situe en dessous du seuil de convergence de la CEMAC (3 %), les tensions inflationnistes se renforcent depuis mars 2026. Les disparités régionales sont marquées : Bertoua (+4,8 %), Bafoussam (+4,1 %) et Ngaoundéré (+3,5 %) enregistrent les hausses les plus fortes, tandis que Maroua (-0,6 %) connaît une déflation, principalement due à la normalisation des prix des céréales et des produits vivriers après les pics de 2024-2025. L'inflation reste principalement tirée par les produits locaux (+3,2 %), tandis que les produits importés (+1,1 %) restent contenus. Les causes de cette dynamique incluent des contraintes logistiques, des facteurs climatiques et des coûts de distribution, avec un impact variable selon les régions.

Le Cameroun lance un nouvel audit de sa dette flottante sur 2020-2025

Le Cameroun, par une lettre circulaire du 19 août 2026 du ministère des Finances (Minfi), [lance](#) un nouvel audit de sa dette flottante sur la période 2020-2025. Ainsi, le Minfi demande aux administrations publiques, universités d'État, établissements et entreprises publics ainsi qu'aux collectivités territoriales de transmettre leurs dossiers à la Direction générale du Budget (DGB) au

plus tard le 31 octobre 2026. L'objectif est d'établir un état fiable des engagements non budgétisés mais correspondant à des prestations réalisées et impayées, afin de limiter la formation de nouveaux arriérés. Cette opération intervient alors que le précédent stock, couvrant 2000-2019, n'est pas totalement apuré : sur 752,1 Mds FCFA validés, 61,6 % avaient été réglés à fin 2025.

La SOCADEL signe un mandat de syndication avec 3 banques pour lever 200Mds FCFA

La Société camerounaise d'électricité (SOCADEL) a signé le 31 août 2026 un [mandat](#) de structuration et de syndication avec General Bank of Cameroun, Afriland First Bank et BGFI Bank Cameroun pour mobiliser la facilité globale de 200 Mds FCFA auprès du système bancaire local. Cet accord initie la phase de structuration et de syndication en vue de mobiliser le financement. Le montage financier prévoit la mise en place de deux lignes de crédits : (i) un crédit renouvelable de 50 Mds FCFA destiné à couvrir les besoins courants de trésorerie et à constituer une réserve de liquidité opérationnelle pour la SOCADEL ; et (ii) un crédit à moyen terme de 150 Mds FCFA dédié au refinancement des dettes bancaires et fournisseurs, sur des maturités plus longues. Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de redressement financier et opérationnel de la SOCADEL initié en mai 2026. La SOCADEL a signé en juillet 2026 un premier mandat avec *General Bank of Cameroon* pour mobiliser 60Mds FCFA destinés au financement d'investissements prioritaires dans les infrastructures de production, de distribution et de commercialisation, afin d'améliorer progressivement la qualité du service.

Tenue du 1^{er} dialogue économique entre les Etats Unis et le Cameroun

La première édition du dialogue économique et commercial entre les Etats unis et le Cameroun s'est tenue le 27 août 2026 à Yaoundé sous la co-présidence d'Alamine Ousmane MEY, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et de Sarah TROUTMAN, Sous-Secrétaire d'Etat adjointe chargée des affaires africaines au Département d'État des Etats-Unis d'Amérique. Le dialogue a pour but de renforcer le partenariat économique et commercial entre les deux pays, en identifiant les opportunités de coopération et d'investissement. Les échanges se sont structurés autour de trois piliers à savoir : (i) l'amélioration du climat des affaires et de l'environnement des investissements ; (ii) la promotion des investissements et le

développement des partenariats ; et (iii) le développement du commerce bilatéral et l'accès aux marchés. Durant les échanges dans le cadre de ce [dialogue](#) des opportunités d'investissements et de commerce ont été annoncés pour un montant de 7 Mds USD dans les domaines des infrastructures, de la technologie, des minerais critiques, de l'énergie, de la foresterie et de la logistique. Parmi les projets figurent un aéroport à Douala à 2 Mds USD et le barrage hydroélectrique de Grand Eweng à 3,5 Mds USD. La prochaine édition du dialogue est prévue aux États-Unis en 2027.

Congo

La BAfD recommande au Congo de rendre opérationnelle la Caisse des dépôts et consignations

Pour améliorer la mobilisation des capitaux externes et internes pour le financement du développement du Congo, la Banque Africaine de Développement (BAfD) [recommande](#) de rendre opérationnelle la Caisse des dépôts et consignations (CDC), dans son rapport-pays 2026. La mobilisation de l'épargne publique pourrait en effet compenser le déficit de financement : ainsi, si le Plan National de Développement (PND) 2022-2026 est doté de 343 projets évalués à 8 962 Mds FCFA (13,7 Mds EUR), seuls 2100 Mds FCFA (3,2 Mds EUR) ont été mobilisés. Par ailleurs, la CDC pourrait à terme accompagner le gouvernement dans la finance verte et apporter sa garantie aux partenariats public-privé.

Le Congo sollicite la BAII pour financer ses grands projets

Le Conseil des ministres a [entériné](#) le 18 août 2026 un accord de principe pour l'adhésion du Congo à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Pour adhérer formellement à cette banque multilatérale basée à Pékin, le gouvernement congolais doit maintenant passer par les procédures nationales de ratification et de souscription. Cette démarche vise à faciliter le financement de six grands projets au Congo représentant un montant de 850 Mds FCFA (1,3 Md EUR) : réhabilitation du chemin de fer Congo-Océan, construction d'une route (le Corridor) pour désenclaver la Likouala, construction d'une usine de transformation de la potasse à Pointe-Noire, extension du Viaduc Nord, construction d'un centre de maintenance aéronautique à l'aéroport de Brazzaville et la construction du nouveau palais présidentiel. Après la République Démocratique du Congo, le Congo deviendrait le deuxième pays

d'Afrique centrale à engager formellement une demande d'adhésion à la BAII.

Tenue de la deuxième édition de la Grande Foire Agricole du Congo

Le 5 août 2026, le Président Denis Sassou Nguesso a inauguré la deuxième édition de la Grande Foire Agricole du Congo au Parc des Expositions de Bambou-Mingali. Le thème choisi cette année, « Nourrir la Nation pour honorer la Patrie », reflète l'ambition du Congo de faire de l'agriculture un levier de développement. La problématique de la souveraineté alimentaire est au cœur de cette édition : près de 700 Mds FCFA (1,1 Mds EUR) de biens alimentaires sont ainsi importés tous les ans pour subvenir aux besoins de la population. Les autorités congolaises cherchent à promouvoir une agriculture durable par le déploiement des Zones Agricoles Protégées (ZAP). La foire a connu un succès important, avec une augmentation des ventes de 77 % par rapport à l'édition précédente.

Guinée équatoriale

Le FMI passe en revue l'apurement des arriérés et la gestion de la dette

Du 1er au 4 septembre 2026, une mission du FMI se déroule en Guinée équatoriale dans le cadre du Programme supervisé par le personnel (*Staff Monitored Program*), un dispositif sans financement visant à accompagner les réformes engagées par les autorités. Selon le [communiqué](#) des autorités, les experts du FMI ont notamment examiné, en collaboration avec le Trésor, des dossiers stratégiques tels que le financement du budget 2025-2026, l'apurement des arriérés intérieurs, la gestion du patrimoine de l'État, et l'optimisation du SIGADE (Système de gestion et d'analyse de la dette).

Tchad

Accord pour une facilité de 110 M EUR avec Afreximbank

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a [accordé](#), le 5 août 2026, une facilité financière de 110 M EUR au gouvernement tchadien. Les fonds seront utilisés pour financer des projets d'infrastructure visant à faciliter le commerce, conformément à la loi de finances 2026. Cette intervention s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord (MoU) signé entre le gouvernement tchadien et Afreximbank en juin 2025, qui cadre la collaboration sur le développement du

potentiel agropastoral du Tchad, l'agriculture destinée vers l'exportation, le commerce de l'or, la navigabilité du lac Tchad, le commerce des produits pétroliers raffinés et le développement de raffineries.

Inauguration du premier dépôt pétrolier tchadien

La société tchadienne de dépôt pétrolier STSP a [inauguré](#) le 1^{er} septembre son premier dépôt pétrolier réalisé par la société française Parlym International. Le site de 40 hectares, situé à Djermaya et directement relié à l'unique raffinerie du pays par trois pipelines, offre une capacité de 36 M L (20 M L de gazole, 10 M L d'essence, 6 M de carburant aviation). Cette mise en service devrait permettre au Tchad d'atténuer les tensions d'approvisionnement et de consolider la constitution progressive de ses stocks de sécurité.

L'Union européenne débloque plus de 130 M FCFA pour appuyer la riposte contre le choléra

Le 4 août 2026, l'Union européenne a annoncé une [aide](#) d'urgence de 200 000 euros, soit plus de 130 millions de francs CFA, afin de soutenir la lutte contre le choléra au Tchad. Ce financement doit contribuer à limiter la propagation de la maladie et à protéger les populations les plus exposées. Versée au Fonds d'urgence de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'enveloppe permettra de renforcer la prévention et la sensibilisation des communautés, ainsi que la prise en charge rapide des personnes touchées. L'appui européen s'inscrit dans une réponse humanitaire coordonnée face à une crise sanitaire qui fragilise particulièrement les zones où l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins reste limité.

Loi de finances 2027 : le Président fixe le cap d'un budget d'accélération et de transformation

Dans une lettre circulaire [signée](#) le 31 juillet 2026, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno appelle le gouvernement à orienter la loi de Finances 2027 autour de la sécurité, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et le désenclavement des régions. Le Chef de l'État demande également un renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, une lutte accrue contre la fraude, une meilleure gouvernance des entreprises publiques et une maîtrise plus rigoureuse des dépenses de fonctionnement. Pour 2027, les autorités visent une

croissance réelle de 7,3 %, soutenue par les investissements dans le BTP, les mines, le numérique, les services financiers, le tourisme, l'agriculture et la transformation locale. Cette croissance devra, selon les orientations présidentielles, se traduire par davantage d'emplois, de revenus, de recettes publiques et une amélioration du pouvoir d'achat.

RDC

Le Gouvernement de la RDC en quête de 400 M USD sur le marché des titres publics

Le Gouvernement de RDC vient de solliciter 80 M USD sur le marché financier domestique à travers une nouvelle émission d'obligations du Trésor. Le ministère des Finances prévoit une adjudication avec des obligations d'une maturité de deux ans et assorties d'un taux d'intérêt annuel de 8 %. Cette nouvelle levée de fonds s'inscrit dans le cadre du programme d'émission des titres publics pour le troisième trimestre 2026 et dans le plan de l'État de RDC visant à mobiliser 400 M USD sur le marché domestique à travers l'émission de Bons et Obligations du Trésor en devises.

Corridor de Lobito : Mota-Engil obtient la concession et les États-Unis annoncent 1 Md USD pour soutenir la réhabilitation de la ligne ferroviaire

Le partenariat public-privé (PPP) conclu entre l'État de RDC et le groupe portugais-chinois Mota-Engil prévoit la modernisation et l'exploitation de la composante congolaise du Corridor de Lobito, soit une ligne ferroviaire de 1 005 kilomètres. Le contrat prévoit un investissement de 1,26 Md USD pour financer les études, réhabiliter, moderniser, créer des extensions, exploiter et assurer la maintenance de la ligne sur une période de 30 ans. Cette ligne desservira les zones minières de Dilolo, Kolwezi, Tenke, Lubumbashi et Sakania. Au terme de la période d'exploitation, les infrastructures seront transférées à l'État congolais. L'État de RDC détiendra 10 % du capital et sera représenté dans les organes de gouvernance ; il percevra aussi une redevance de 7,5 % du chiffre d'affaires annuel brut. En concomitance, l'*US International Development Finance Corporation* (DFC) confirmait un financement de 1 Md USD à ce projet. Selon l'accord entre Kinshasa et Washington, le couloir de Lobito devra, dans les cinq ans, faire transiter 50 % du cuivre, 90 % du concentré de zinc et 30 % du cobalt que la RDC et ses entreprises publiques (Gécamines) commercialiseront au titre de leur participation ou de leur droit de commercialisation.

Le Projet de transformation numérique prévoit le déploiement de 11 500 km de fibre optique supplémentaires d'ici 2030

Lancé en 2025, le [Projet de transformation numérique](#) (PTN) doit porter le réseau national de fibre optique d'environ 7 000 km actuellement déployés à plus de 18 500 km à l'horizon 2030. L'infrastructure, qui comprendra 1 500 km de liaisons internationales, vise à connecter les 145 territoires du pays et à réduire la fracture numérique entre les provinces. Le PTN est soutenu par un crédit de 400 M USD de la Banque mondiale et un cofinancement de 100 M EUR (environ 110 M USD) de l'Agence française de développement (AFD), soit une enveloppe totale de près de 510 M USD. Au-delà du déploiement des infrastructures, le PTN comprend des composantes de renforcement des services numériques et d'amélioration de l'accès aux technologies de l'information. Le projet prévoit d'étendre la couverture mobile à 650 localités, au bénéfice de plus de 30 millions de Congolais, et de connecter les communes et institutions publiques. Le gouvernement soutiendra également le déploiement d'équipements 4G et 5G via le Fonds de service universel, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Août-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	84	3	6	8	1117	406	649
Variation mensuelle (%)	6%	-4%	6%	1%	1%	2%	1%
Variation annuelle (%)	27%	-5%	-22%	-1%	9%	0%	1%
Variation sur 5 ans	22%	-32%	140%	67%	-2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	88%	-1%	96%	116%	45%	3%	3%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).